

- [EUR / CHF : perspectives 2018 et impacts pour les frontaliers \(trimestre 2\)](#)
- [Déclaration CNTFS: ai-je correctement déclaré mes revenus ?](#)
- [Déclaration d'impôt 2018 des revenus frontaliers de 2017](#)
- [Système scolaire suisse: fonctionnement et spécificités](#)
- [Quels risques après le refus d'affiliation CMU frontalier ?](#)

Q



Le blog du frontalier

- [Travail](#)
- [Finances](#)
- [Santé - Famille](#)
- [Vie pratique](#)
- [Taux de change](#)
- [Immobilier](#)
- [Forum](#)

Menu

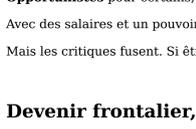
- [Accueil](#)
- [Travail](#)
- [Finances](#)
- [Santé - Famille](#)
- [Vie pratique](#)
- [Taux de change](#)
- [Immobilier](#)
- [Forum](#)

[Home](#)
[Vie pratique](#)
[S'installer](#)

Etre frontalier, opportunisme ou privilège ?

Etre frontalier, opportunisme ou privilège ?

Par [Lina Moreno](#)
 - 2 août 2013
 - dans [S'installer](#)



Vue de Genève depuis la France (le Salève)
 Crédits-Eric-P

Opportunistes pour certains, **privilégiés** pour d'autres, qu'en est-il réellement des frontaliers d'aujourd'hui ?

Avec des salaires et un pouvoir d'achat élevé les frontaliers contribuent au dynamisme économique par leurs activités, leurs impôts et leurs dépenses.

Mais les critiques fusent. Si être frontalier présente des **avantages**, c'est surtout être confronté à des **choix difficiles** et à des **bouleversements**.

Devenir frontalier, pas si évident...

La première difficulté réside dans le fait même de devenir frontalier. Si pour les suisses qui décident d'installer leur résidence principale de l'autre côté de la frontière ce n'est pas simple, les plus grandes difficultés sont pour les étrangers qui veulent venir travailler en territoire helvétique.

Malgré l'Accord bilatéral sur la libre circulation des personnes, la reconnaissance des diplômés étrangers peut poser problème. On a cité les cas de médecins qui sont passés par un pays Européen pour arriver en Suisse. S'en est suivi la demande légitime que la **formation des nouveaux venus soit vérifiée**.

Plus généralement, que leur diplôme étranger soit reconnu ou pas, de jeunes étrangers et même nationaux recommandent de hautes études dans la même filière car un diplôme national peut être valorisé par l'employeur.

Pour les langues, la maîtrise d'une langue nationale Suisse et de l'anglais sont souvent une condition pour les postes à responsabilités. Dans des secteurs économiques où la confidentialité est impérative, la nationalité suisse et la **résidence en Suisse restent préférées**.

Des salaires suisses plus élevés, mais pour plus d'heures de travail

Les salaires suisses peuvent être supérieurs au double des salaires français. Mais le licenciement en Suisse est rapide, tout comme l'embauche. On peut se faire licencier plus vite qu'en France (on peut aussi trouver un nouvel emploi plus vite).

Les suisses travaillent généralement plus d'heures que les français.

En Suisse, c'est **42 heures** par semaine et **4 semaines** de vacances payées par an. En France, c'est **35 heures** légales et **5 semaines** de congés payés. Le congé maternité est, lui aussi, plus long en France avec **16 semaines** (pour les deux premiers enfants) et des indemnités de 100% avec plafond. Dans la plupart des cantons de Suisse le congé n'est que de **14 semaines** (pour Genève, 16 semaines) et des indemnités à 80% avec plafond.

Le nombre de jours fériés en France est également supérieur avec **11 jours** par année contre 9 à Genève et Vaud.

Comparer l'âge de la retraite entre la Suisse et la France n'est pas facile (en France la réglementation est compliquée ... et changeante) mais en Suisse l'âge légal de départ à la retraite est fixé à **65 ans pour les hommes** et **64 ans pour les femmes**, soit quelques années de plus que l'âge retenu en France qui est de **60 à 62 ans**.

Pour un retraité à taux plein sur France en revanche, on se rapproche des chiffres suisses (65 à 67 ans).

Des économies au détriment de la vie familiale

Comme le prix des logements et les loyers Suisses sont comparativement très élevés, offrir un jardin à ses enfants est moins cher en France voisine que dans les villes suisses.

Ces avantages sont en partie gommés par les **embouteillages** du matin et de la fin d'après-midi qui deviennent le rendez-vous quotidien des frontaliers. Comme généralement le prix de l'immobilier diminue avec l'éloignement de la frontière, ce que le frontalier gagne en prix de l'immobilier, il le perd en **temps passé et en frais de déplacement**.

Des avantages si l'on s'adapte et si l'on anticipe

Les achats sont souvent moins chers du côté français. Mais pour les porte-monnaies des frontaliers ce n'est pas si simple. Le budget des frontaliers dépend des **variations du change Euro/CHF (Franc Suisse)**. Avec les variations très importantes de ces dernières années (1,60 en 2008 suivi de la parité **puis de la remontée dans la zone de L.20**), la **gestion budgétaire n'a été facile**.

Ceux qui ont acheté leur bien immobilier en France avec un crédit en Franc Suisse, ont pu penser être à l'abri. En fait, pendant la période d'instabilité des taux de change, ceux qui construisaient ou qui ont dû revendre leur bien ont découvert le risque d'un achat dans une devise avec un emprunt dans une autre. Ils ont pris de plein fouet les **énormes variations du remboursement**.

Les frontaliers sont également tiraillés par des réglementations différentes. Quelles soient fiscales, sociales ou administratives, ces réglementations changent de chaque côté de la frontière. S'ajoutent des accords bilatéraux. Cela oblige le frontalier à **toujours se renseigner et à réagir au plus vite**. Par exemple, en prévision **des changements de l'assurance santé frontalier de 2014**, ceux qui ont été les premiers à déclarer une naissance ou un mariage fin 2012 et début 2013 ont pu résilier le choix précédent et revenir en assurance santé LaMal, **ceux qui ont tardé ne peuvent plus le faire**.

En contrepartie des avantages d'être frontalier, **il faut plus que de l'opportunisme**. Il faut **suivre les évolutions, savoir anticiper et être réactif**.

Etre frontalier, un choix complexe aux multiples facettes

Ce qui est sûr c'est que les raisons financières ne sont pas à elles seules suffisantes pour pouvoir expliquer le choix de résidence des frontaliers.

La beauté des régions frontalières entre d'Evian à Bâle, la quiétude de la campagne française à proximité de **basins d'emploi dynamiques ouverts à l'International** ce sont autant d'arguments qui poussent à devenir frontalier.

Il y a aussi ceux qui sont là depuis des générations, ceux dont les conjoints travaillent en France ou encore les français qui ne souhaitent pas changer de système scolaire.

Par le passé, être frontalier c'était de longues périodes de stabilité pendant lesquelles on a pu se sentir **privilégié**, suivies de brusques changements.

Avec les bouleversements actuels, être frontalier aujourd'hui c'est voir **dans le changement une opportunité plus qu'une menace**.

Tags [anticipation](#) [Assurance](#) [avantage](#) [choix de vie](#) [diplômes](#) [économies](#) [Frontalier](#) [heures de travail](#) [internationalité](#) [privilège](#) [taux de change](#)



About the author



[Lina Moreno](#)

Diplômée en droit, en spécialisation à l'UNIGE. Lina est passionnée de questions juridiques internationales.

Articles liés



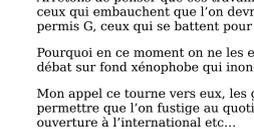
EUR / CHF : perspectives 2018 et impacts pour les frontaliers (trimestre 2)

7 jours ago



Déclaration CNTFS: ai-je correctement déclaré mes revenus ?

16 jours ago



Système scolaire suisse: fonctionnement et spécificités

29 jours ago

9 Comments



1. **Patrice**

[2 août 2013 at 13 h 14 min](#)

Il y aura toujours des opportunistes, ou plutôt des curieux, j'ai en tête un de nos prestataires de solutions online sur Genève qui a un bureau à Genève en y envoie régulièrement de nouveaux parisiens. Le résultat est assez descriptif de la polémique de cet article : les opportunistes partent au bout des 6 mois, et ceux qui auront remarqué les charmes de la vie à la montagne/campagne et assumé le sacrifice du bouleversement de la retraite en passant par la santé resteront. Je pense que cela se reproduit pour tous la aventuriers du mode de vie frontaliers. C'est une intégration à l'envers, et ça ne plait pas à tout le monde... Mais SVP, arrêtez de nous plaindre, oui la santé coûte plus chère, oui les trajets sont longs, mais on a fait ce choix, et si on l'assume pas c'est qu'on est pas intégré....

[Répondre](#)



2. **Ludovic**

[7 août 2013 at 9 h 58 min](#)

Un article intéressant qui vient contrebalancer les bêtises que l'ont entendus depuis quelques semaines.

J'en ai réellement assez de cette polémique stérile uniquement alimentée par les élections genevoises à venir.

La Suisse ne fait pas dans le social, si les frontaliers sont présents c'est pour servir une économie, répondre à un besoin, soigner des gens, diriger des banques, servir des clients aux restaurants, conduire des trams, construire des montres etc...

Arrêtons de penser que ces travailleurs "violents" les entreprises construisent pour avoir un contrat de travail, car dans toute cette histoire c'est d'abord à ceux qui embauchent que l'on devrait poser la question du nombre de frontaliers, ceux qui décident de poser leur signature en bas du contrat avec un permis G, ceux qui se battent pour résilier compétitif dans une marché économique hoquetant depuis 2008...

Pourquoi en ce moment on ne les entend pas ? Ces fleurons de l'économie Suisse en chime, en pharma, en horlogerie pourquoi sont-elles absentes du débat sur fond xénophobe qui inonde les journaux et les discussions en Suisse Romande.

Mon appon ce tourne vers eux, les grandes entreprises Suisse, les administrations Suisse, pourquoi ne prenez vous pas un peu la parole plutôt que de permettre que l'on fustige au quotidien les personnes qui se lèvent le matin pour venir faire avancer votre structure, votre compétitivité, votre ouverture à l'international etc...

Enfin on assimile beaucoup les frontaliers à une main d'œuvre peu qualifié dans des métiers comme l'industrie, la construction etc... mais n'oublions pas que les entreprises embauchent énormément de gens très qualifiés qui pour un grand nombre travaillent en multinationales, à des postes de direction de banque, de CEO ou CFO dans les administrations, ceci n'est-il pas une preuve de cette fameuse intégration dont on nous rabâche les oreilles à longueur de journée ?

La Suisse de part sa stabilité et son environnement est un pôle attractif certain, mais arrêtons de faire porter le chapeau au permis G les accusant de tous les maux dont souffre cette Suisse qui vivant une période de mutation cherche des noms, des têtes à mettre au devant de la scène.

Quel scandale de voir depuis plusieurs mois la pratique se généraliser dans les annonces d'offres d'emplois (Suisse ou Permis C) au mépris de tous les raisons économiques, cependant à bien y regarder, le prix au m2 dans les villes frontalières (et encore dans les villes frontalières ...), mais cela est chantage Suisse, à l'AVS et à la LPP (ce qui aide à financer les retraites actuelles), que les infrastructures de transport n'ayant que très peu évolués dans la réelle cause des embouteillages sur GE, je rappelle également que la Suisse et les politiques ont toujours soutenue une politique de forfaits fiscaux hors normes en Europe pour attirer les grandes multinationales sur les bords du lac, cette politique là à créer de la richesse, des emplois et donc un besoin de main d'œuvre qualifiée pour travailler dans ces sociétés. Seulement le peuple à voter, finit les forfaits fiscaux, L'Europe presse la Suisse de rentrer dans le rang sous peine de sanctions commerciales, avec l'initiative Minder le signal est clair... La Suisse ne serait-elle pas en train de se tirer une balle dans le pied ? Rappelons le sans forfaits fiscaux attirants les sociétés partiron, même si la Suisse est stable politiquement et que le Lac est très joli, les places asiatiques draquent de manière régulière les multinationales implantés sur GE, certaines sont déjà parties d'autres suivront c'est certain, et même le tout grand Nestlé fleuron Suisse de l'agroalimentaire a prévenu le canton de VD qu'en cas de "non adaptation" la société irait faire le business ailleurs. Arrêtons donc l'hypocrisie travaillons ensemble, La Suisse est un pays formidable, qui doit voir son avenir dans l'ouverture sur le monde (elle n'en a d'ailleurs pas le choix), La Suisse doit mener une politique d'investissement important dans ces infrastructures pour fluidifier sa croissance (trains, routes etc...). Elle doit sortir d'un schéma vieux de 15 ans pour rentrer dans une période moderne, elle en a les capacités, les ressources, mais en a t-elle envie?

[Répondre](#)



4. **Mathieu Coe**

[13 août 2013 at 0 h 05 min](#)

Je suis frontalier depuis seulement deux ans et je me renseigne souvent sur notre implantation nous français surtout après ce fabuleux article qui je pense est surement passé dans beaucoup de journaux. Il est bien dommage Ludovic que tes commentaires ne soient pas vu par plus de gens...

[Répondre](#)



5. **Mathieu Coe**

[13 août 2013 at 0 h 58 min](#)

<http://www.tdg.ch/economie/Les-Francais-sont-ecartes-de-certains-emplois/story/26643819?comments=1>

les commentaires sont très intéressants à lire...

[Répondre](#)



6. **Dude**

[13 août 2013 at 17 h 22 min](#)

Je suis frontalier de nationalité Suisse, ayant vécu en Suisse avant de déménager en France. Je n'ai PAS décidé de partir en France et de devenir frontalier pour des raisons économiques, cependant à bien y regarder, le prix au m2 dans les villes frontalières (et encore dans les villes frontalières ...), mais cela est largement compensé par les impôts beaucoup plus progressifs en France. En fait, j'avais une envie de changement, de reconstruire une nouvelle vie avec ma famille dans un autre pays.

[Répondre](#)



7. **Ludovic**

[14 août 2013 at 19 h 34 min](#)

Ceci corrobore le fait qu'il est urgent de changer les mentalités vis-à-vis des frontaliers, certains font le choix ou non de venir s'installer en France pour des raisons économiques, cependant à bien y regarder, le prix au m2 dans les villes de Gex est le plus important après Paris et la côte d'Azur... l'installation à but économique en zone frontalière en France devient donc toute relative... C'est difficile de s'en plaindre on se trouve proche de la Suisse c'est donc logique...pour ceux qui sont frontaliers, pour les autres la situation est tout autre c'est certain. Nous allons probablement assister en septembre (dès que tout le monde reviendra bien bronzés) à une déferlante dans les journaux sur les frontaliers, les élections Genevoises approchent à grands pas, je souhaite que les frontaliers Suisse ou Français soient les plus injures et traitements xénophobes au quotidien dans la presse ou ailleurs, il en va de la bonne cohésion de l'ensemble des relations dans cette zone si particulière, je souhaite surtout que les entreprises Suisse élèvent le débat dans les médias et se fassent entendre un peu plus, qu'elles prennent enfin position en expliquant leur motivation, leur choix etc...

Les mentalités doivent changer et vite sinon le climat risque de devenir orageux voir tempétueux...

[Répondre](#)



8. **Remi**

[7 mai 2017 at 2 h 29 min](#)

Bonjour,
 Je souhaiterais devenir frontalier mais plein de questions
 Me trotte dans la tête au niveau salaire social impôt
 Avantage et inconvénient et je ne fait pas trop confiance
 À internet.
 Existe t'il des bureaux ou des personnes au alentours de Genève que je puisse rencontre et qu'il réponde à mes questions.

[Répondre](#)

Laissez une réponse

Votre adresse de messagerie ne sera pas publiée. Les champs obligatoires sont indiqués avec *

Votre commentaire...

Your Name (required)

Email (required):

Website:

Restez connecté !

[1,422 Followers Follow](#)
[1 Fans Like](#)

